

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/M/1

22 mai 1995

(95-1334)

## Comité des pratiques antidumping

### COMPTE RENDU DE LA REUNION DU COMITE TENUE LE 21 FEVRIER 1995

Président: M. Mohan Kumar (Inde)

1. Le Comité des pratiques antidumping a tenu une réunion extraordinaire le 21 février 1995.
2. Le Comité a adopté l'ordre du jour suivant:

	<u>Page</u>
A. Election du bureau	2
B. Observateurs: gouvernements	2
C. Règlement intérieur	3
D. Participation aux réunions de certains signataires de l'Acte final admis à devenir Membres originels de l'OMC (WT/L/27)	3
E. Observateurs: organisations internationales	3
F. Coordination entre les comités (WT/L/29)	4
G. Décisions déjà prises par le Comité des pratiques antidumping du Tokyo Round (ADP/122, 124, 131 et 132)	4
H. Groupe de contact informel sur les mesures antidumping, les subventions et les sauvegardes (PC/IPL/11)	4
I. Législation (article 18.5 et document G/ADP/N/1)	5
J. Rapports semestriels sur les décisions prises en matière de lutte contre le dumping (article 16.4 et document G/ADP/N/2)	9
K. Décisions préliminaires et finales en matière de lutte contre le dumping (article 16.4)	10
L. Notifications des membres relatives aux autorités qui ont compétence pour ouvrir et mener les enquêtes et aux procédures internes régissant l'ouverture et la conduite de ces enquêtes (article 16.5)	12
M. Présentation et examen des notifications	12

	<u>Page</u>
N. Procédures pour l'examen annuel	12
O. Autres questions	13
P. Date des réunions	13

A. Election du bureau

3. Le Comité a élu M. Mohan Kumar Président du Comité.

4. Le Président a fait observer que l'Accord ne prévoyait pas explicitement l'élection d'un Vice-Président. La question de l'éventualité d'un Vice-Président pour le Comité devrait, par conséquent, être discutée dans le cadre du règlement intérieur du Comité, au titre du point C.

B. Observateurs: gouvernements

5. Le Président a déclaré que certains gouvernements qui étaient en voie d'accession à l'OMC, qui avaient entamé des négociations à cet effet ou qui avaient déclaré leur intention de le faire dans un proche avenir avaient été invités à participer, en qualité d'observateurs, aux réunions du Conseil général. En vertu du paragraphe 6 des lignes directrices concernant le statut d'observateur des gouvernements auprès de l'OMC, qui figurent à l'annexe II du règlement intérieur de la Conférence ministérielle et du Conseil général, lesdits gouvernements "pourront participer en qualité d'observateurs aux réunions des groupes de travail et autres organes subsidiaires du Conseil général selon qu'il conviendra, à l'exception du Comité du budget, des finances et de l'administration". Le Président a donc proposé que ces gouvernements soient chaleureusement invités à participer aux réunions du Comité s'ils le demandaient, sauf dans les cas où il était jugé approprié de tenir une réunion à huis clos limitée aux seuls Membres. Par ailleurs, il a proposé que le Comité procède de la même manière avec tout autre gouvernement auquel le statut d'observateur auprès du Conseil général pourrait être accordé à l'avenir.

6. Le Comité en a ainsi décidé.

7. Le Président a proposé que le Comité adopte, à propos des renseignements devant être fournis par les observateurs souhaitant participer aux travaux du Comité, une règle comparable à celle qu'avait adoptée le Comité du Tokyo Round. Il a noté que la règle adoptée par ce dernier en avril 1994 disposait que:

"Le gouvernement observateur devrait fournir au Comité tous les renseignements qu'il considérera comme ayant un rapport avec les questions qui entrent dans le cadre de l'Accord, y compris le texte de ses lois et réglementations en matière de droits antidumping, ainsi que les renseignements relatifs à toute mesure antidumping qu'il aura prise. A la demande d'un signataire ou du gouvernement observateur lui-même, toute question figurant dans ces renseignements pourra être portée à l'attention du Comité après qu'un délai suffisant aura été ménagé aux gouvernements pour examiner lesdits renseignements."

Le Président a demandé aux représentants des Membres si une règle comparable devrait être adoptée par le Comité.

8. Le représentant du Japon a relevé qu'étant donné que le paragraphe 7 des lignes directrices concernant le statut d'observateur des gouvernements auprès de l'OMC disposait qu'un gouvernement observateur "fournira" des renseignements aux Membres, il conviendrait de remplacer dans la première phrase l'expression "devrait fournir" par le terme "fournira" et d'adopter la règle ainsi modifiée.

9. Le représentant de Hong Kong a souscrit à cette proposition.

10. Le Comité en a ainsi décidé.

C. Règlement intérieur

11. Le Président a proposé que le Comité l'autorise à engager des consultations informelles concernant le règlement intérieur du Comité. Il serait tenu compte, lors de ces consultations, du fait que d'autres comités étudiaient également cette question, de ce qu'il serait bon de coordonner les efforts visant à assurer une certaine cohérence avec les règlements intérieurs des autres comités, mais il serait en outre nécessaire de prévoir pour le Comité des règles additionnelles ou modifiées pour ce qui concerne certains domaines. Le Président a proposé qu'entre-temps le Comité procède comme le faisait habituellement le Comité des pratiques antidumping du Tokyo Round. Il a également proposé que le Comité l'autorise à mener des consultations informelles concernant l'élection d'un Vice-Président et les candidats à cette fonction, dans le but d'élire un Vice-Président lors de la première réunion ordinaire du Comité.

12. Le Comité en a ainsi décidé.

D. Participation aux réunions de certains signataires de l'Acte final admis à devenir Membres originels de l'OMC

13. Le Président a fait observer que le Conseil général avait décidé que, pendant une période de sept mois suivant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, les signataires de l'Acte final reprenant les résultats du Cycle d'Uruguay, qui étaient parties contractantes au GATT de 1947 au 31 janvier 1995 et étaient admis à devenir Membres de l'OMC, pourraient être présents et prendre la parole aux réunions formelles ou informelles des organes institués en vertu de l'Accord sur l'OMC autres que l'Organe de supervision des textiles et devraient avoir accès à tous les documents mis à la disposition des Membres de l'OMC pour ces réunions. Cette décision disposait aussi que ces signataires n'auraient pas le droit de participer au processus de décision établi dans le cadre de l'Accord sur l'OMC. Le Président a proposé que le Comité prenne note de cette décision.

14. Le Comité a pris note de cette décision.

E. Observateurs: organisations internationales

15. Le Président a constaté que le Conseil général examinait actuellement les règles concernant la participation d'organisations intergouvernementales en qualité d'observateurs aux travaux des organes de l'OMC, mais qu'il ne les avait pas encore adoptées. Entre-temps, les chefs de délégation étaient convenus que le Président du Conseil du commerce des marchandises mènerait des négociations à propos de la question de savoir s'il fallait inviter certaines organisations à la première réunion des instances subsidiaires de ces organes (WT/GC/COM/2). Le Président du Conseil du commerce des marchandises avait déclaré lors de la première réunion du Conseil que la CNUCED et le FMI répondaient aux questions requises pour être invités à assister à la première réunion de ce comité et qu'ils avaient par conséquent reçu une invitation à cet effet.

16. Le Comité a pris note des débats du Conseil général et de la décision du Conseil du commerce des marchandises, et est convenu de revenir sur cette question au cours de la prochaine réunion.

F. Coordination entre les comités

17. Le Président a rappelé que, conformément à la recommandation du Comité préparatoire, le Conseil général avait adopté une Décision sur les moyens d'éviter un chevauchement procédural et institutionnel lors de la réunion du 31 janvier 1995 (WT/L/29). Cette décision prévoyait une coopération entre le Comité des pratiques antidumping du Tokyo Round et ce Comité, y compris pour les notifications et la tenue de réunions conjointes ou consécutives. Le Comité préparatoire avait également recommandé aux Comités du Tokyo Round d'adopter une telle décision. Le Président a noté que la question était à l'ordre du jour de la réunion du Comité des pratiques antidumping du Tokyo Round qui se tiendrait plus tard dans la journée et qu'une décision analogue serait probablement prise. La décision prévoyait que la notification d'une mesure au Comité des pratiques antidumping de l'OMC serait, sauf indication contraire dans la notification, réputée être une notification en vertu de l'Accord antidumping du Tokyo Round.

18. Le Comité a pris note de la décision.

G. Décisions déjà prises par le Comité des pratiques antidumping du Tokyo Round

19. Le Président a fait observer que le Comité des pratiques antidumping du Tokyo Round avait adopté deux décisions sur les arrangements transitoires concernant les travaux du Comité: "Coexistence transitoire de l'Accord relatif à la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce" (ADP/131) et "Conséquences de la dénonciation ou de l'extinction de l'Accord du Tokyo Round relatif à la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce" (ADP/132).

20. Le Comité a pris note de ces décisions.

H. Groupe de contact informel sur les mesures antidumping, les subventions et les sauvegardes

21. Le Président a rappelé que le Groupe de contact informel était arrivé à un accord sur un certain nombre de questions concernant les notifications à faire au Comité (PC/IPL/L/11, annexes 6 et 7). Le Comité préparatoire avait approuvé ces recommandations dans le document PC/R/Corr.1 et le Conseil général les avait soumises au Comité à sa dernière réunion. Ces recommandations concernaient la présentation de rapports semestriels sur les décisions prises en matière de lutte contre le dumping au titre de l'article 16.4 et la notification des lois et réglementations pertinentes en vertu de l'article 18.5. Le Président a proposé que le Comité adopte les recommandations du Groupe de contact informel.

22. Le Comité en a ainsi décidé.

23. Le Président a fait observer que le Secrétariat s'apprêtait à distribuer à tous les Membres un aérogramme recensant toutes les prescriptions en matière de notification prévues, entre autres, dans l'Accord antidumping. Il a observé que l'aérogramme ne représenterait pas en soi une demande de notification, mais serait plutôt un guide récapitulatif utile visant à tenir tous les Membres au courant des nombreuses dispositions relatives à la notification contenues dans l'Accord antidumping et d'autres accords.

I. Législation

24. Le Président a fait observer que le Comité avait adopté la recommandation du Comité préparatoire préconisant que la première notification des législations et des réglementations au Comité devrait couvrir le texte intégral des lois et réglementations pertinentes. Anticipant ce résultat, le Secrétariat avait distribué une demande de notification aux Membres (G/ADP/N/1). La demande ne précisait pas la date à laquelle les notifications devraient avoir été faites ni ne proposait de procédure ou de calendrier pour l'examen de ces notifications par le Comité. Il était probable qu'au moins dans certains pays, de nouvelles lois et/ou réglementations mettant en oeuvre les obligations de l'Accord de l'OMC en matière de lutte contre le dumping avaient déjà été mises en place et en application. D'où, en un certain sens, l'urgence de ces notifications. Le traitement de celles-ci par le Secrétariat et leur traduction prendraient du temps, ce qui rendait leur présentation d'autant plus pressante. Sur ce dernier point, il semblait clair que le Comité devrait tenir un certain nombre de réunions extraordinaires s'il souhaitait procéder à un examen détaillé de ces notifications. De même, il semblait évident que les délégations devaient disposer d'un délai raisonnable pour étudier celles-ci avant la réunion au cours de laquelle elles seraient discutées et, mieux, pour pouvoir présenter des questions écrites. En dernier lieu, il importait que le Comité, par la façon dont il fixerait l'ordre dans lequel les notifications seraient examinées, ne compromette pas leur présentation en temps voulu. A la lumière de ces considérations, le Président a ouvert les débats et donné la parole aux délégations.

25. Le représentant de Hong Kong a fait observer qu'il était important d'examiner la législation des Membres visant à mettre en oeuvre l'Accord antidumping et a instamment demandé au Comité de donner la priorité à l'examen des législations. Il était également d'avis que les Membres mettent en évidence et expliquent les modifications majeures apportées à leur législation, en particulier celles qui n'étaient pas exigées par le nouvel Accord. Afin de faciliter le travail du Comité lorsqu'il aurait à examiner la législation des Membres, il était important que le Comité convienne d'un délai de notification. L'intervenant n'a pas suggéré de date précise, mais a proposé que le Comité invite le Secrétariat à collaborer à l'établissement d'un calendrier et d'un programme d'examen, étant donné que des réunions extraordinaires du Comité se tiendraient probablement pour procéder à de tels examens.

26. Le représentant du Canada était d'accord avec Hong Kong sur l'importance de l'examen des lois et réglementations par le Comité. Il a demandé que soit clarifiée la question de savoir si les notifications des législations feraient l'objet d'une diffusion restreinte ou non. Il semblait que, dans la plupart des cas, pour ne pas dire tous, les lois et réglementations seraient rendues publiques dans les pays Membres respectifs et la tâche du Comité serait facilitée si ces notifications étaient mises en distribution générale.

27. Le Président a fait observer que deux points avaient été soulevés, à savoir le délai de notification et la question de savoir si les législations feraient l'objet de documents mis en distribution générale. Il a proposé de revenir sur ces deux points une fois que les représentants auraient fait part de leurs observations.

28. Le représentant des Etats-Unis a souscrit à la déclaration de Hong Kong selon laquelle il était important de notifier le texte intégral des législations pertinentes. Le processus d'examen serait grandement facilité si tous les amendements apportés aux textes existants y étaient incorporés. L'intervenant a ensuite demandé des précisions sur un point. Il a fait observer que les Etats-Unis disposaient du texte intégral de leur législation (modifications comprises) qu'ils étaient prêts à notifier au Comité. Toutefois, les Etats-Unis étaient engagés dans un processus à deux phases, l'une qui consistait à mettre en oeuvre la législation, l'autre à élaborer les réglementations. Ils en étaient encore au stade de l'élaboration des réglementations. En conséquence, si le Comité fixait une date précise à laquelle les législations devraient avoir été notifiées, il devrait être tenu compte de la possibilité que les pays engagés dans le processus à deux phases susvisé n'aient pas achevé leurs réglementations à temps.

Pour ce qui est des délais, les Etats-Unis estimaient que le Comité avait beaucoup à faire et plus tôt il commencerait ses travaux, mieux ce serait, de manière que tous les Membres bénéficient des droits ou assument les obligations découlant de l'Accord. L'intervenant a suggéré que le 15 mars pourrait être une date appropriée pour, au minimum, la notification initiale des législations au Comité. Par ailleurs, il a fait noter que les Membres pourraient alors informer le Comité d'autres mesures qu'ils pourraient prendre pour assurer la conformité de leurs réglementations, etc. Il a également fait observer qu'il n'y avait pas de raison que les notifications des législations au Comité fassent l'objet d'une distribution restreinte, étant donné que l'article X demandait aux Membres de publier leurs lois et réglementations.

29. Le représentant des Communautés européennes a déclaré qu'un délai fixé au 15 mars était acceptable, tout comme le délai pour la prochaine réunion ordinaire du Comité. Il a observé qu'il y avait une certaine urgence et que les législations déjà mises en place devraient être notifiées aussitôt que possible. Comme les Etats-Unis, il estimait qu'il n'était absolument pas nécessaire de restreindre la diffusion de ces documents. Une publication normale des législations était prévue; par conséquent, les documents pouvaient être distribués sans restriction. Il était certain que les pays qui avaient besoin de temps pour élaborer leur législation secondaire la notifieraient plus tard et que toute modification qui y serait apportée devrait être soumise au Comité. L'intervenant a souscrit à la demande tendant à ce que les textes présentés comprennent toutes les notifications qui y auraient été apportées.

30. La représentante de l'Australie a déclaré qu'en règle générale les législations pouvaient être examinées lors des réunions ordinaires du Comité, mais que, vu le grand nombre de législations que le Comité aurait à examiner cette année, des réunions extraordinaires devraient probablement être organisées. Cependant, le processus d'examen d'un texte législatif particulier ne devrait pas s'éterniser. La législation d'un pays pourrait être examinée au cours d'une seule réunion extraordinaire plutôt que lors de plusieurs réunions, ce qui éviterait des allées et venues aux représentants des différents pays. L'intervenante était partisan de fixer le délai de notification à la mi-mars ou à une date antérieure à la prochaine réunion. En ce qui concerne l'ordre d'examen des législations, elle a suggéré que le Secrétariat pourrait établir un calendrier en combinant les pays qui recouraient souvent aux mesures antidumping avec ceux qui en faisaient moins usage. Même si le Comité ne recevait pas les notifications de certains pays et ne pouvait, par conséquent, pas examiner leur législation, cela ne devrait pas être une raison pour retarder l'examen des législations des autres pays.

31. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a également reconnu l'importance du processus d'examen des législations et fait observer que son pays serait en mesure de respecter l'une ou l'autre des dates proposées. Sur le plan pratique, un intervalle de temps suffisant devrait être ménagé entre la réception des législations et la réunion au cours de laquelle elles seraient examinées, afin qu'elles puissent être analysées et évaluées comme il le faut pour que le processus d'examen soit utile. Ensuite, dans la mesure du possible, les réunions aux fins de l'examen des législations devraient être tenues immédiatement avant ou après les réunions ordinaires, ou les réunions ordinaires devraient être prolongées de manière à englober l'examen des législations, afin de réduire la nécessité pour les experts des Membres d'effectuer de multiples déplacements.

32. Le représentant du Brésil s'est déclaré favorable au calendrier proposé. Il a observé qu'il existait des différences entre les pays en raison de systèmes juridiques différents. Certains pays avaient une législation spécifique en matière de lutte contre le dumping et de subventions et certains autres, le Brésil notamment, adoptaient tout simplement l'Accord sous forme de loi intérieure qui deviendrait la législation antidumping. Pour ces pays, la notification des législations serait simplement une référence au numéro de la loi intérieure qui revenait à publier sur le plan intérieur le texte de l'Accord. S'agissant des législations ou des réglementations secondaires, les pays qui élaboraient encore leur législation secondaire la notifieraient en temps voulu.

33. Le représentant du Mexique a déclaré que son pays attachait aussi une grande importance au processus de notification des législations. A propos des dates, il n'a exprimé aucune préférence particulière et était d'avis que l'examen pourrait se dérouler dans l'ordre de réception des notifications. Toute réunion extraordinaire devrait être tenue à une date proche des réunions ordinaires, avant ou après celles-ci, de manière à s'assurer la présence des experts des différents gouvernements. En dernier lieu, le Comité des pratiques antidumping du Tokyo Round avait tout récemment examiné certains textes législatifs, ce qui devrait être pris en compte lors de l'examen des législations par le Comité.

34. Se référant aux observations faites par le représentant du Brésil, le représentant des Etats-Unis a relevé que, pour assurer le bon fonctionnement du système et la plus grande transparence possible, il était important que les pays qui promulguaient l'Accord en tant que loi notifient quand même au Comité les mesures qu'ils avaient prises, de manière que le Comité ait les références complètes des lois de tous les Membres.

35. Le Président est revenu sur la question de savoir si les notifications de législations devraient faire l'objet d'une distribution restreinte. Il était possible que le Comité décide de les mettre en distribution générale, mais l'OMC même menait en parallèle des discussions horizontales à ce sujet. Le Président a proposé de reporter à la prochaine réunion la prise d'une décision formelle en ce sens.

36. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que la vraie question n'était pas de savoir s'il devait y avoir distribution générale, car pour ce faire, il fallait d'abord qu'il existe un document à distribution restreinte. La question était de savoir si, s'agissant d'une nouvelle série de documents que le Comité était sur le point de créer, celui-ci avait l'intention de donner instruction au Secrétariat de mettre les documents en distribution restreinte ou générale. L'intervenant était d'accord avec le Canada sur le fait que ces documents étaient déjà dans le domaine public et qu'il ne s'agissait donc pas de diffuser quelque chose qui n'était pas public. En outre, l'article X du GATT de 1994 faisait clairement obligation aux Membres de publier leur législation. Etant donné l'importance du processus d'examen des législations et comme il était primordial que celui-ci soit rapide et efficace, une distribution générale des législations le faciliterait certes énormément.

37. Le Président a observé qu'un consensus commençait à se dégager en faveur d'une distribution générale. Il a proposé que le Comité décide que les législations qui lui seraient notifiées fassent l'objet d'une telle distribution.

38. Le Comité en a ainsi décidé.

39. Le Président a rappelé que le Comité avait déjà pris une décision selon laquelle la première notification de sa législation antidumping par un Membre de l'OMC comprendrait le texte intégral de ses lois et réglementations pertinentes. Il n'y avait donc pas là matière à discussion, malgré l'existence de systèmes juridiques différents et les problèmes procéduraux divers que les pays pouvaient avoir. Le texte intégral des lois et réglementations pertinentes était nécessaire pour que l'examen soit efficace. La question qui se posait était d'établir un calendrier qui permette de démarrer l'examen aussitôt que possible. Le Président a proposé que le texte intégral des lois et réglementations pertinentes soit présenté au plus tard le 15 mars 1995. Il a en outre proposé que les réunions extraordinaires aux fins de l'examen des législations se tiennent immédiatement avant ou après les réunions ordinaires du Comité.

40. Le représentant de la Colombie a été d'avis que si les notifications devaient être examinées dans l'ordre de leur réception, les pays ne se sentiraient pas incités à les présenter promptement.

41. La représentante de la Thaïlande a déclaré que la traduction de la législation thaïlandaise ne serait peut-être pas prête pour le 15 mars. Elle a suggéré que le Comité fasse preuve d'une certaine souplesse si un Membre ne parvenait pas à respecter le délai du 15 mars.

42. Le Président a observé que, tout en comprenant cette demande, il s'en tenait à sa proposition: le texte intégral des législations existantes devait être notifié le 15 mars au plus tard. Les Membres qui étaient dans l'impossibilité de le faire pourraient en expliquer les raisons.

43. Le représentant des Philippines a dit qu'il croyait comprendre, d'après les déclarations du Président, que les réglementations d'application pourraient être présentées dès qu'elles seraient disponibles, si elles ne l'étaient pas à la date du 15 mars. Les Philippines estimaient elles aussi que l'ordre de présentation des législations ne devrait pas être l'élément déterminant concernant la date de leur examen et elles appuyaient la proposition de l'Australie tendant à ce que le Secrétariat établisse un calendrier équitable pour l'examen des législations.

44. Le représentant de la Suisse était du même avis que le représentant du Brésil concernant la question de la notification par les pays, y compris la Suisse, qui ne possédaient pas de législation de mise en oeuvre particulière, mais qui reprenaient le texte de l'Accord sous forme de loi nationale. Si la Suisse devait notifier le texte intégral de sa législation, elle notifierait simplement le texte complet de l'Accord pertinent de l'OMC. L'intervenant a demandé si, en pareils cas, il suffirait d'indiquer simplement que la législation nationale était en fait l'Accord lui-même. En dernier lieu, il a fait observer que la Suisse n'avait pas encore ratifié les Accords de l'OMC, mais qu'elle se conformerait bien entendu à la décision du Comité concernant la communication de renseignements par les observateurs et par les Membres qui étaient sur le point de ratifier ces accords.

45. Le représentant de l'Argentine s'est déclaré favorable à la date du 15 mars. Toutefois, comme la Thaïlande, il était préoccupé par le problème de la traduction. Il a fait remarquer qu'une certaine souplesse serait nécessaire, mais que le Comité ne devait pas modifier le délai fixé. Il serait peut-être difficile d'établir l'ordre dans lequel les législations seraient examinées. Le Président, le Secrétariat et les Membres intéressés pourraient peut-être préparer une proposition à ce sujet.

46. Le représentant de Hong Kong a soutenu la proposition du Président concernant la date du 15 mars et la tenue d'une première réunion d'examen immédiatement avant ou après la première réunion ordinaire du Comité. Hong Kong a reconnu que l'existence de systèmes juridiques différents pourrait être la cause de difficultés pour certains Membres et était prêt à accepter une certaine souplesse à cet égard. Cependant, l'Accord sur l'OMC était entré en vigueur le 1er janvier 1995. L'article 18.4 de l'Accord antidumping contenait une obligation spécifique prévoyant que "Chaque Membre prendra toutes les mesures nécessaires, de caractère général ou particulier, pour assurer, au plus tard à la date où l'Accord sur l'OMC entrera en vigueur pour lui, la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives...". Ainsi, tout en étant disposé à consentir une certaine souplesse, Hong Kong s'attendait en même temps à ce que les Membres remplissent les obligations énoncées dans l'Accord. L'intervenant a aussi demandé que soit clarifiée la question de savoir si, en ce qui concerne les pays qui avaient déclaré qu'ils avaient une législation mais pas de réglementations en vigueur, les Membres pouvaient mener des enquêtes antidumping et imposer des droits préliminaires et finals.

47. Le Président a déclaré que le dernier point soulevé par le représentant de Hong Kong était important. Il a noté que certains Membres pouvaient ne pas avoir encore promulgué de législations et/ou de réglementations aux fins de la mise en oeuvre de l'Accord. Il était certain que tous les Membres étaient conscients du fait que les enquêtes ouvertes à la suite de plaintes déposées après la date d'entrée en vigueur de l'Accord de l'OMC pour un Membre étaient assujetties aux dispositions de l'Accord. Compte tenu du fait que les systèmes juridiques nationaux différaient les uns des autres et que des mesures différentes pourraient, par conséquent, être requises pour la mise en oeuvre de l'Accord, le Président espérait que les Membres qui n'avaient pas de fondement juridique adéquat leur permettant de mener des enquêtes conformément à l'Accord s'abstiendraient d'ouvrir des enquêtes tant qu'ils n'en disposeraient pas.



48. Le représentant du Brésil a cherché à préciser la situation juridique de son pays en ce qui concerne la législation antidumping. L'Accord même était incorporé dans la législation nationale. Des réglementations pouvaient exister ou ne pas exister. Cela ne signifiait pas que les autorités n'étaient pas en mesure de mener des enquêtes. L'Accord incorporé dans la législation nationale, constituait en lui-même un fondement juridique suffisant pour mener des enquêtes. En conséquence, il n'était pas question de s'abstenir de mener des enquêtes, étant donné que le fondement juridique approprié existait. L'intervenant était du même avis que le représentant de la Suisse concernant la présentation des textes. Il a proposé que les pays qui incorporaient l'Accord dans leur législation notifient le numéro de la loi correspondant à cette mesure.

49. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que, selon lui, il n'y avait pas de divergence entre la proposition du Président et les observations du représentant du Brésil. Il reconnaissait, comme le représentant de Hong Kong, que chaque Membre avait la responsabilité fondamentale, à partir du 1er janvier 1995, de rendre ses lois et réglementations conformes à l'Accord. Au cours du processus d'examen, au moins les pays intervenant activement dans des enquêtes antidumping devraient démontrer qu'ils avaient mis leur législation en conformité. Il était supposé que tous pays appliquant une loi antidumping la notifierait. Le fait que les pays pourraient ultérieurement étoffer cette loi et devraient notifier les modifications n'ôtait rien à la nécessité de procéder à une notification initiale. Pour que l'analyse soit complète, le Président pourrait considérer une autre catégorie de pays, assez nombreux, qui n'avaient pas de loi ou de programme antidumping. L'intervenant se demandait si la demande de notification des législations ne devrait pas aussi inciter les pays qui n'avaient pas de législation à le préciser. On aurait ainsi un tableau complet de la situation.

50. Le Président a souligné que le but essentiel du processus d'examen était de comprendre le fondement juridique intégral permettant aux Membres de mettre en oeuvre l'Accord et d'appliquer des mesures, les Membres de l'OMC étant tenus de notifier le texte intégral de toutes les lois réglementations pertinentes. Si l'ensemble du fondement juridique était constitué uniquement de l'Accord, le Président était enclin à considérer comme correcte l'explication donnée par le représentant du Brésil. La proposition concernant les notifications était qu'une transparence totale était nécessaire pour permettre l'examen de toutes les lois et réglementations pertinentes qui constituaient le fondement juridique des mesures prises par un pays. Pour ce qui est des pays qui n'avaient pas de législation pertinente en application, la proposition du Président était que les Membres notifient leur législation ou expliquent pourquoi ils ne pouvaient pas le faire, au plus tard le 15 mars 1995. Il proposait donc que tous les Membres qui avaient promulgué une nouvelle législation et/ou de nouvelles réglementations antidumping notifient toutes les lois et réglementations pertinentes au Comité au plus tard le 15 mars 1995. Le Secrétariat s'efforcerait de traduire et de distribuer cette législation rapidement. Le Comité tiendrait sa première réunion extraordinaire pour l'examen de ces notifications conjointement avec sa première réunion ordinaire et immédiatement après celle-ci, qui devrait se tenir fin avril ou début mai. Le Comité s'efforcerait au moins de commencer l'examen de toutes ces notifications lors de sa première réunion extraordinaire. Si un tel examen n'était pas réalisable au vu du nombre de notifications reçues, le Président consulterait les délégations en vue d'établir un calendrier des examens, lesquels auraient lieu lors de plusieurs réunions. Si les Membres n'étaient pas en mesure de notifier leurs législations ou réglementations, ils en donneraient la raison.

51. Le Comité en a ainsi décidé.

J. Rapports semestriels sur les décisions prises en matière de lutte contre le dumping

52. Le Président a rappelé que le Comité avait précédemment adopté la recommandation du Groupe de contact informel selon laquelle ces rapports devraient porter sur la période de six mois la plus récente (janvier-juin ou juillet-décembre) précédant l'entrée en vigueur pour un Membre. Cela signifiait que l'obligation de notification dans le cadre de l'OMC n'était pas limitée aux mesures découlant d'enquêtes

visées par le nouvel Accord. Le Secrétariat avait déjà invité les Membres à présenter un rapport semestriel pour le second semestre de 1994 (G/ADP/N/2). Conformément à la pratique du Comité du Tokyo Round, il avait été demandé aux Membres de présenter leurs notifications au plus tard le 24 février 1995. Le Président a noté que quelques Membres avaient indiqué qu'ils n'avaient pris aucune mesure pendant la période considérée et a instamment demandé à tous les Membres de présenter leurs rapports rapidement. Etant donné la Décision sur les moyens d'éviter un chevauchement procédural et institutionnel que le Comité du Tokyo Round devrait probablement prendre plus tard dans l'après-midi, ces notifications pourraient également servir de notifications qu'au titre de l'Accord du Tokyo Round. L'article 16.4 de l'Accord prévoyait que les rapports semestriels seraient présentés sur une formule type convenue. Le Président a proposé que le Comité adopte, pour utilisation par ses Membres, la formule type adoptée par le Comité du Tokyo Round (document ADP/122) et continue à débattre de la question de la présentation des renseignements concernant les enquêtes dans le cadre d'un réexamen, comme indiqué dans la note figurant au bas de la page 2 de ce document.

53. Le représentant de Hong Kong a souscrit à la proposition du Président. Il a observé en outre que le modèle de présentation des rapports était établi sur la base du Code du Tokyo Round. Les nouveaux accords pouvaient comporter dans certains domaines des obligations ne figurant pas dans ce modèle de présentation. Il a suggéré que le Comité réexamine, aussitôt que possible, la question de la présentation des rapports en fonction des prescriptions du nouvel Accord.

54. Le représentant du Japon a soutenu la proposition du représentant de Hong Kong.

55. Le Comité a adopté la proposition du Président.

K. Décisions préliminaires et finales en matière de lutte contre le dumping

56. Le Président a déclaré qu'en vertu de l'article 16.4 de l'Accord, les Membres devaient présenter sans délai au Comité un rapport sur toutes leurs décisions préliminaires ou finales en matière de lutte contre le dumping. Dans le document ADP/124, le Comité des pratiques antidumping du Tokyo Round avait adopté des lignes directrices concernant les renseignements minimaux à fournir dans les rapports sur toutes les décisions préliminaires ou finales en matière de lutte contre le dumping. Le Président a proposé que le Comité adopte les mêmes lignes directrices pour les rapports qui lui seraient présentés.

57. Le représentant du Brésil a soutenu la proposition du Président. Il a rappelé au Comité le problème que posait l'absence de notification de la part de nombreux Membres, que le Comité du Tokyo Round avait essayé de résoudre en adoptant les lignes directrices. Il a observé que certains pays communiquaient plus d'informations que les renseignements minimaux demandés dans le document, en fournissant un exemplaire de leurs publications. Il fallait se féliciter que les notifications contiennent plus de renseignements que le minimum requis. Néanmoins, l'intervenant s'inquiétait de la façon dont le Comité traiterait tous les renseignements qui seraient notifiés, non seulement parce que le nouvel Accord imposait des obligations différentes, mais aussi en raison du nombre des Membres qui ne faisaient pas partie du Comité du Tokyo Round. Il était d'avis que la transparence serait considérablement accrue si les notifications étaient faites de manière uniforme et a, en outre, suggéré que le Comité examine en temps voulu le document ADP/124 pour qu'il y soit tenu compte de toute modification que pourrait entraîner le nouvel accord et, si possible, qu'il convienne d'un modèle de présentation pour ces notifications.

58. Le Comité a adopté la proposition du Président.

59. Le Président a déclaré qu'une autre question se posait à propos de ces rapports, par suite du passage de l'Accord du Tokyo Round au nouvel Accord. L'article 18.3 de ce dernier prévoyait que ses dispositions s'appliqueraient aux enquêtes et aux réexamens des mesures existantes, engagés sur

demande présentée à la date d'entrée en vigueur de l'Accord de l'OMC ou après cette date. La question se posait donc de savoir si les rapports à présenter au titre de l'article 16.4 devraient comprendre toutes les décisions, ou uniquement celles visées par l'Accord, et si, en même temps, les Parties à l'Accord du Tokyo Round devraient également continuer à notifier les décisions préliminaires et finales au titre de cet accord. Le Président était d'avis qu'il était possible d'éviter cette confusion et que la mise en oeuvre de la Décision sur les moyens d'éviter un chevauchement procédural et institutionnel serait facilitée si le Comité décidait que les notifications qui lui seraient faites comprendraient toutes les décisions préliminaires et finales prises après la date d'entrée en vigueur de l'Accord. Cette décision serait analogue à celle prise sur la recommandation du groupe de contact informel relative aux rapports semestriels. Si cette proposition était acceptée, étant donné la Décision sur les moyens d'éviter un chevauchement procédural et institutionnel, ces notifications pourraient également servir de notifications au titre de l'Accord du Tokyo Round.

60. Le représentant des Etats-Unis a fait observer qu'une confusion était possible en ce qui concerne la compétence du Comité, si les décisions prises en vertu de l'Accord du Tokyo Round lui étaient notifiées. Il a proposé que les décisions prises au titre de l'Accord du Tokyo Round, mais notifiées au Comité, devraient être dénommées "Décisions prises en vertu du Tokyo Round" par opposition aux "Décisions prises en vertu du Cycle d'Uruguay", pour qu'il soit clair que, bien que notifiée au Comité, la décision était soumise à l'examen du Comité du Tokyo Round.

61. Le Président a fait remarquer que le représentant des Etats-Unis avait soulevé une question pertinente.

62. La représentante de la Colombie a souligné que le Comité devait distinguer trois cas: premièrement, les mesures adoptées par un pays participant au Tokyo Round avant l'entrée en activité de l'OMC; deuxièmement, les mesures adoptées par un pays non participant au Tokyo Round avant l'entrée en activité de l'OMC; et, troisièmement, les mesures adoptées après le 1er janvier 1995. L'intervenante était d'avis que le Comité devait distinguer clairement ces trois cas, étant donné que des dispositions juridiques différentes leur étaient applicables et que l'un des deux cas n'était visé par aucune procédure d'examen.

63. Le représentant du Mexique a noté qu'il existait également le cas des mesures prises à l'égard de pays qui n'étaient pas membres de l'OMC.

64. Le Président a souligné que l'article 16.4 disposait que "les Membres présenteront sans délai au Comité un rapport sur toutes leurs décisions préliminaires ou finales en matière de lutte contre le dumping". Cet article ne précisait pas s'il s'agissait de décisions prises contre des pays Membres ou non membres de l'OMC. Il était donc parfaitement possible pour un Membre de l'OMC d'informer le Comité des décisions antidumping préliminaires ou finales prises à l'encontre d'un pays non membre.

65. Le représentant de l'Argentine a déclaré que si l'Accord prévoyait que les Membres devaient informer le Comité de toutes les mesures antidumping préliminaires ou finales qu'ils avaient prises, il fallait l'interpréter comme visant celles qui relevaient de la compétence du Comité. A des fins statistiques ou pour assurer un meilleur suivi, il pouvait être décidé de demander des renseignements sur différentes mesures. Toutefois, le Comité ne pouvait examiner que les mesures qui relevaient de son mandat. Il n'était ni raisonnable ni acceptable de discuter, dans le cadre d'un comité, des activités visées par le mandat d'un autre comité ou d'une autre organisation. La distinction était claire et ne pouvait pas être évitée.

66. Le Président a suggéré que le Comité adopte sa proposition avec l'ajout proposé par les Etats-Unis, afin d'éviter toute confusion et faciliter la mise en oeuvre de la Décision sur les moyens d'éviter un chevauchement procédural et institutionnel. Le Comité pourrait également décider que

les notifications faites au Comité comprendraient toutes les décisions préliminaires ou finales prises après la date d'entrée en vigueur de l'Accord et indiquer si une décision relevait de l'Accord du Tokyo Round ou de l'Accord de l'OMC.

67. Le Comité en a ainsi décidé.

L. Notifications des membres relatives aux autorités qui ont compétence pour ouvrir et mener les enquêtes et aux procédures internes régissant l'ouverture et la conduite de ces enquêtes

68. Le Président a rappelé que les Membres devaient faire cette notification au titre de l'article 16.5 de l'Accord antidumping de l'OMC. Il pourrait exister un certain chevauchement entre les prescriptions relatives aux notifications prévues dans l'article 16.5 et celles de l'article 18.5. Le Président espérait que la notification des législations et des réglementations au titre de l'article 18.5 satisferait également à cette disposition.

69. Le Comité a pris note de la déclaration du Président.

M. Présentation et examen des notifications

70. Le Président a déclaré qu'étant donné le grand nombre de Membres que comptait le Comité, celui-ci voudrait peut-être voir s'il était nécessaire de modifier la façon dont certaines notifications lui étaient présentées et s'il était possible d'abrégier l'examen des différentes notifications au cours des réunions. Il a proposé de demander l'avis du Secrétariat à ce sujet, de mener des consultations informelles avec les délégations afin d'approfondir la question et de rendre compte de celle-ci au Comité lors d'une prochaine réunion. Il a encouragé les délégations qui avaient des suggestions à cet égard à se mettre en rapport avec lui ou avec le Secrétariat.

71. Le représentant du Brésil a observé que le modèle de présentation des rapports concernant les décisions préliminaires ou finales et des rapports semestriels pourrait être examiné lors de discussions.

72. Le Comité a adopté la proposition du Président.

N. Procédures pour l'examen annuel

73. Le Président a rappelé qu'en vertu de l'article 18.6 de l'Accord, le Comité devait procéder chaque année à un examen de la mise en oeuvre et du fonctionnement de l'Accord en tenant compte de ses objectifs, et devait informer chaque année le Conseil du commerce des marchandises des faits intervenus pendant la période sur laquelle portait cet examen. Dans le cadre de l'Accord du Tokyo Round, le Comité s'était acquitté de cette obligation de la manière suivante. Premièrement, le Secrétariat avait élaboré un projet de rapport destiné aux PARTIES CONTRACTANTES, qui avait été distribué aux Membres du Comité avant la deuxième réunion ordinaire de l'année ou lors de cette réunion. Le Comité avait examiné ce projet de rapport à la fin de la réunion et donné au Secrétariat des instructions concernant toute modification à apporter en tenant compte de tout événement intervenu lors de la réunion. Le Secrétariat avait ensuite finalisé le rapport et l'avait communiqué aux PARTIES CONTRACTANTES. Le Président a proposé que, sauf indication contraire entre cette réunion et la deuxième réunion ordinaire du Comité, celui-ci suive la même procédure que celle du Comité du Tokyo Round.

74. Le Comité en est ainsi convenu.

O. Autres questions

75. Aucune autre question n'a été soulevée au titre de ce point.

P. Dates des réunions

76. Le Président a rappelé qu'en vertu de l'article 16.1, le Comité devait se réunir au moins deux fois par an. Au titre de l'Accord du Tokyo Round, le Comité avait tenu deux réunions ordinaires, l'une pendant la dernière semaine d'avril et l'autre pendant la dernière semaine d'octobre. Le Président a proposé que le Comité décide que ses deux réunions ordinaires se tiendraient normalement selon le même calendrier. Ce calendrier type assurerait une certaine prévisibilité aux Membres et au Secrétariat et permettrait également la tenue de réunions conjointes ou consécutives du Comité et du Comité du Tokyo Round, comme prévu dans la Décision sur les moyens d'éviter un chevauchement procédural et institutionnel. La proposition du Président était que la première réunion ordinaire se tienne normalement pendant la semaine commençant le 24 avril. Toutefois, il avait été informé qu'aucune salle de réunion n'était disponible cette semaine, de sorte qu'il proposait, à titre exceptionnel, que la première réunion ordinaire se tienne la première semaine de mai. Le Président a rappelé que le Comité avait décidé qu'une réunion extraordinaire, au cours de laquelle seraient examinées les législations, devrait avoir lieu immédiatement après la réunion ordinaire, et il proposait qu'une réunion extraordinaire destinée à examiner les législations se tienne vers la fin de la première semaine de mai ou au cours de la semaine suivante. En dernier lieu, le Président a demandé au Comité de l'autoriser à organiser une réunion extraordinaire avant la première semaine de mai s'il estimait que d'autres questions devraient être discutées à la suite des consultations informelles portant sur les questions autorisées ce jour par le Comité.

77. Le Comité en a ainsi décidé.